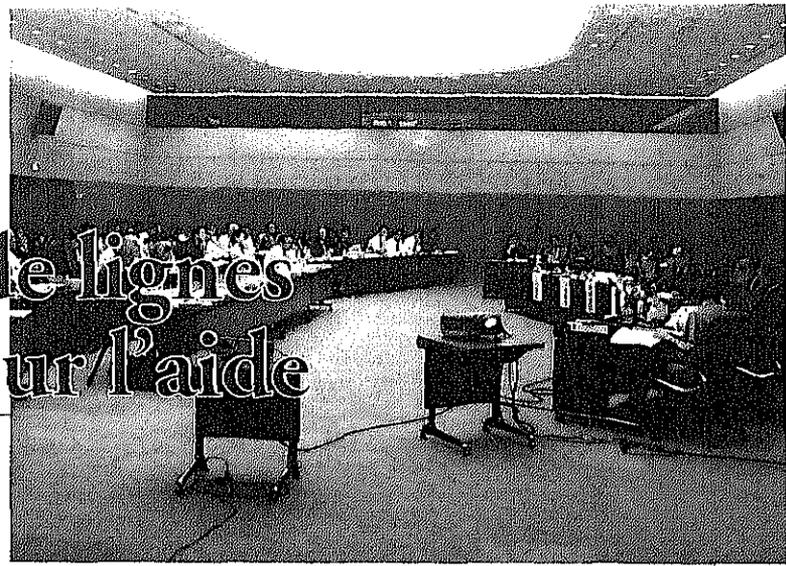


# Chapitre 4

## Élaboration de lignes directrices pour l'aide

— Recherche —



Atelier public pour l'étude de l'aide adaptée aux besoins du Pakistan

**Tableau 3-10** Résultats des recherches menées au cours de l'exercice 2003

<b>Bilan des expériences tirées de l'exécution des projets et amélioration des méthodes d'aide</b>	
Recherche sur l'analyse des aspects sociaux et environnementaux	
Coopération internationale avec les communautés japonaises en Amérique latine	
Activités régionales du Japon applicables dans les pays en développement	
Expérience du Japon dans les secteurs de l'éducation et de la santé (phase 1)	
Expérience du Japon dans les secteurs de l'éducation et de la santé (phase 2)	
Coopération en matière de gestion des déchets solides dans les pays en développement	
Évaluation des programmes d'envoi de volontaires	
<b>Stratégies d'aide par pays et par région / Stratégies d'aide sectorielle et thématique</b>	
Pakistan	
Thaïlande	
Bolivie	
Afrique	
Asie du Nord-Est, Angola (documents de base)	
Système de sécurité sociale	
Secteur de l'eau	
Population et développement (phase 2)	
Problématique hommes-femmes et IFD (phase 2)	
Cadre pour un soutien efficace à la gestion des affaires publiques	
Approches en faveur d'une planification systématique des projets de développement (développement agricole et rural, santé génésique, ressources hydriques)	
Réduction de la pauvreté et sécurité humaine	
<b>Théories du développement et approches de l'aide : compilation et analyse des tendances</b>	
Évolution des approches de l'aide	
Bilan du processus CSLP en Afrique et en Asie	
Développement des capacités	
Document de base sur la sécurité humaine	
Discussion sur les CSLP et la coordination de l'aide	
<b>Conférences internationales</b>	
Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (INSARAG) : réunion du groupe régional Asie	
Symposium international sur les réfugiés en Afrique	
Symposium international sur le développement des capacités et l'efficacité de l'aide, phase 2	
<b>Programme d'accueil de chercheurs</b>	
14 chercheurs	

Type de recherches      Domaine de recherche

Remarque : les rapports de recherche ne sont pas toujours disponibles en anglais

### Objectifs des activités de recherche

L'avancée de la mondialisation s'accompagne d'un accroissement des flux transfrontières de personnes, de marchandises, d'argent et d'informations. Il devient d'autant plus nécessaire d'intervenir à l'échelle de la planète face aux problèmes qui menacent la société internationale : changement climatique, maladies infectieuses, conflits, préservation et maîtrise des ressources hydriques et d'autres ressources communes. Il existe une corrélation étroite entre de nombreux enjeux de portée mondiale\* et les problèmes de pauvreté qui accablent les pays en développement (PED). La communauté internationale doit évaluer plus précisément les besoins et y répondre avec davantage de souplesse, en associant ses efforts à ceux des PED.

Les activités de recherche de la JICA, dont le but est de contribuer à la mise en œuvre d'une aide efficace et de qualité, s'appuient sur l'expérience issue des projets passés pour examiner et améliorer les méthodes d'aide ; l'Agence étudie les moyens de traiter les problèmes et enjeux liés au développement et à l'aide internationale. Afin de répondre plus précisément aux besoins spécifiques des pays et des régions, la JICA mène des analyses et émet des propositions pour l'élaboration de stratégies d'aide, et elle gère un système d'information sur les orientations de l'aide et le déploiement de théories du développement pour une diffusion au sein de ses structures.

Les activités de recherche sont conduites par des groupes formés d'experts externes, affiliés pour la plupart à des institutions partenaires (universités et instituts de recherche, notamment), de spécialistes du développement\* et de personnel de la JICA. Il existe par ailleurs un programme d'accueil de chercheurs de haut niveau qui permet de confier des recherches dans des domaines particuliers, des séminaires, etc. à des spécialistes confirmés. Outre leur objectif essentiel, à savoir l'élaboration de lignes directrices par pays, par région et par thème, ces activités contribuent activement à la formation de réseaux reliant la JICA à ces universités et instituts de recherche.

Par ailleurs, le personnel de la JICA joue un rôle central dans les recherches en faisant la synthèse des résultats par petits groupes ou en confiant une partie des travaux à

des instituts étrangers dans les domaines où le Japon ne dispose pas des compétences suffisantes. Il s'agit d'introduire davantage de souplesse dans la gestion des études. Le réseau mis en place avec des instituts de recherche étrangers se développe par l'apport de contenus issus de la JICA, et le partage de rapports de recherche sur un site Web commun.

En améliorant la gestion et le classement des recherches, la JICA entend élargir leur diffusion et faciliter le partage des résultats, afin qu'ils soient exploités plus efficacement pour les activités. La figure 3-11 montre les orientations à moyen terme des recherches de la JICA. Il s'agit de trouver, au sein de l'Agence, le niveau le plus approprié pour réaliser des recherches de qualité en vue d'une gestion améliorée de l'aide et de la mise en œuvre d'activités plus stratégiques, et de diffuser les résultats plus efficacement au sein de la JICA et à l'extérieur. L'image du produit et les utilisateurs visés sont clairement identifiés pour chaque recherche, et

tout est fait pour favoriser la diffusion des résultats sur le site Web de la JICA, dont les liens renvoient à de nombreux autres sites.

Pour pouvoir tirer le meilleur parti des résultats, il importe que les intéressés connaissent leur existence et soient en mesure de les comprendre. La JICA s'emploie à faire passer les idées des personnes qui ont pris part aux rapports finals en organisant des séminaires publics sur de nombreux thèmes, et en diffusant les résultats par la tenue de réunions similaires. En ce qui concerne les études par pays, des enquêtes locales et des téléconférences permettent de recueillir l'opinion des utilisateurs sur le terrain. À la fin de l'étude, les membres du comité d'étude sont envoyés dans le pays en collaboration avec le département régional concerné ; ils organisent des séminaires pour diffuser les résultats auprès des personnes compétentes au sein du gouvernement du pays bénéficiaire, des organisations non gou-

## Sur le Terrain

### ● Institut de coopération internationale Développer l'éducation dans les PED en s'inspirant du modèle de développement japonais

#### Exploiter et adapter l'expérience du Japon

Recherche

#### Mise à profit de l'expérience acquise en matière d'éducation de base

« Comment le Japon a-t-il réussi son développement ? J'aimerais bien en connaître l'histoire et savoir quelles mesures ont été prises ». Cette réflexion revient souvent sur les lèvres des homologues\* et des participants à des formations techniques issus de pays en développement (PED). Mais pendant longtemps, le développement du Japon n'a pas été présenté ou analysé du point de vue des PED. Il était difficile de raconter l'histoire du Japon d'une manière telle que les habitants de ces pays puissent en tirer des enseignements applicables à leurs propres problèmes. Face à ce constat, l'Institut de coopération internationale a effectué des recherches afin de structurer et d'analyser l'expérience du Japon par rapport aux problèmes que connaissent les PED dans le domaine de l'éducation. Les travaux se sont concentrés sur la coopération en matière d'éducation de base, pour laquelle le Japon entend s'appuyer sur sa propre expérience.

#### Un exemple parmi d'autres

Quand le système d'éducation actuel est apparu au début de l'ère Meiji, le Japon se heurtait à des problèmes tels que la diffusion du savoir, l'amélioration de la qualité et celle de la gestion, autant de problèmes que connaissent aujourd'hui les PED. Faisant de l'enseignement de base une priorité nationale, le Japon s'est employé à diffuser et à développer un système éducatif spécifique

à l'archipel bien que s'inspirant des systèmes en vigueur en Europe et aux États-Unis, dont il a repris et adapté certaines composantes. L'accent a notamment été mis sur les méthodes d'enseignement, en instaurant la formation pédagogique des enseignants pour améliorer l'éducation.

Tous ces efforts ont permis de déployer le système d'éducation dans la quasi-totalité de l'archipel, ce qui a eu pour effet d'accroître le niveau d'éducation général de la population japonaise.

Les diverses expériences du Japon dans la prise en compte des problèmes liés à l'éducation de base ne peuvent être exploitées telles quelles dans les PED, dotés d'une histoire et d'une société qui leur sont propres. Mais elles offrent des idées et des exemples intéressants, et donnent lieu à des rapports à l'intérieur du pays et à l'étranger. À l'issue de leur publication au Japon, ces rapports ont été traduits en anglais, en espagnol et en français. Pour présenter l'expérience du Japon d'une manière facile à comprendre, des vidéos ont été réalisées en japonais, en anglais, en espagnol et en français. Elles sont aujourd'hui utilisées par les acteurs de l'aide dans le monde entier.

En ce qui concerne l'expérience du Japon, des recherches sont menées dans le domaine de la santé et des soins médicaux, qui donnent lieu à la production de rapports et de vidéos. La JICA entend poursuivre le classement de ses expériences dans les principaux domaines concernés par l'aide internationale à l'avenir.

(Institut de coopération internationale)



Rapport de synthèse des résultats de recherche



CD-ROM éducatif



Étude globale du système scolaire japonais lancée récemment

vernementales (ONG) et des médias, ainsi que du personnel de l'aide publique au développement (APD) japonaise.

## Résultats pour l'exercice 2003

Au cours de l'exercice 2003, 24 travaux de recherche ont été menés, comme l'illustre le tableau 3-10.

Les travaux concernant la « Réduction de la pauvreté et la sécurité humaine » et le « Développement de capacités », qui constituent des recherches importantes pour les orientations futures de la JICA, se poursuivront durant l'exercice 2004.

La JICA publie une série de documents où les résultats sont présentés d'une manière claire et lisible. Ces « *Approches de la planification systématique des projets de développement* » contiennent des tableaux de synthèse décrivant les enjeux et les mesures que la JICA doit intégrer dans ses programmes pour chaque objectif de développement. Pour la série « *Expériences du Japon en matière de développement* » (secteurs de l'éducation et de la santé), la JICA a produit une vidéo et des diapositives, plus faciles à utiliser sur le terrain.

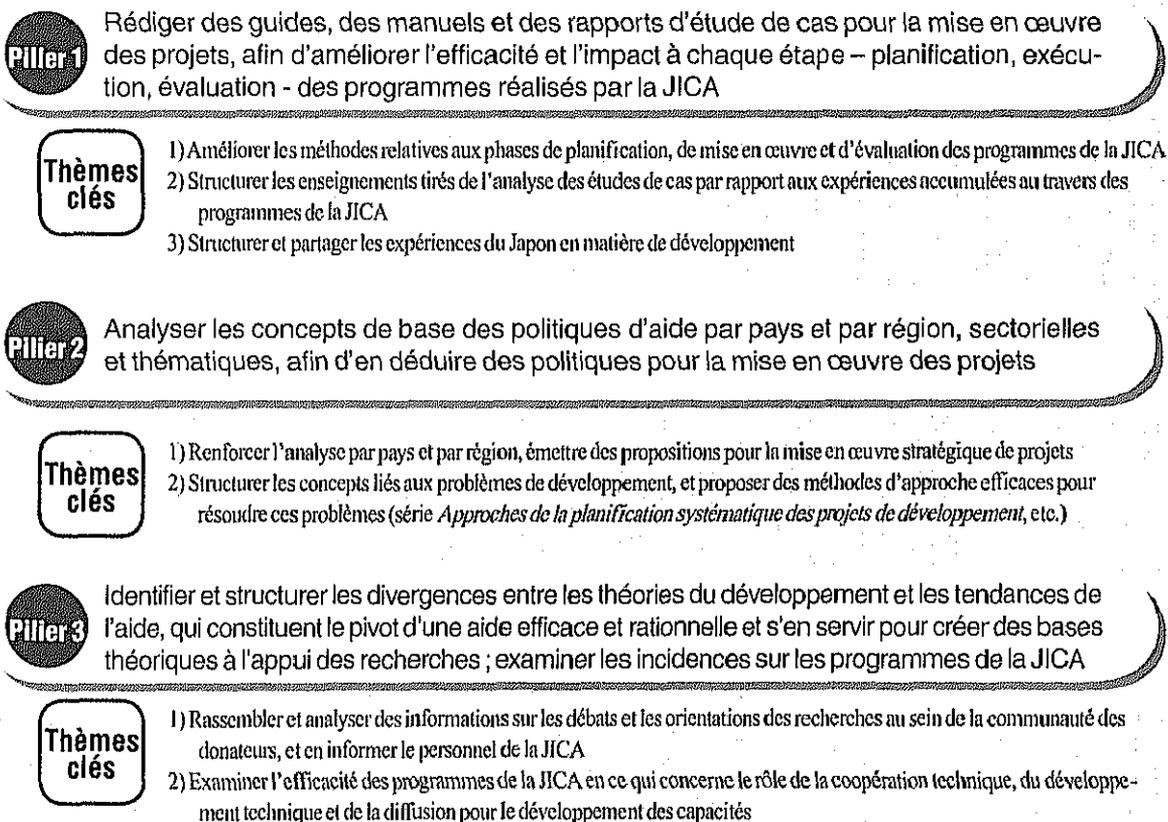
De nombreux résultats de recherches ont été exploités pour élaborer les lignes directrices des programmes de la JICA, améliorer les méthodes de coopération et former du personnel et de futurs experts. Le « *Guide des tendances de l'aide* » et les « *Expériences du Japon en matière d'éducation* » ont été publiés durant l'exercice 2003. Ces deux rap-

ports qui se veulent exhaustifs ont été conçus pour éclairer les intervenants extérieurs à la JICA. Le second a été utilisé lors du séminaire public pour élargir la diffusion des résultats.

Des travaux portant sur 14 thèmes de recherche ont en outre été réalisés dans le cadre du programme d'accueil de chercheurs de haut niveau. L'objectif de ce système est de confier des recherches dans des domaines particuliers à des spécialistes confirmés et de constituer un réseau avec les universités et les instituts de recherche.

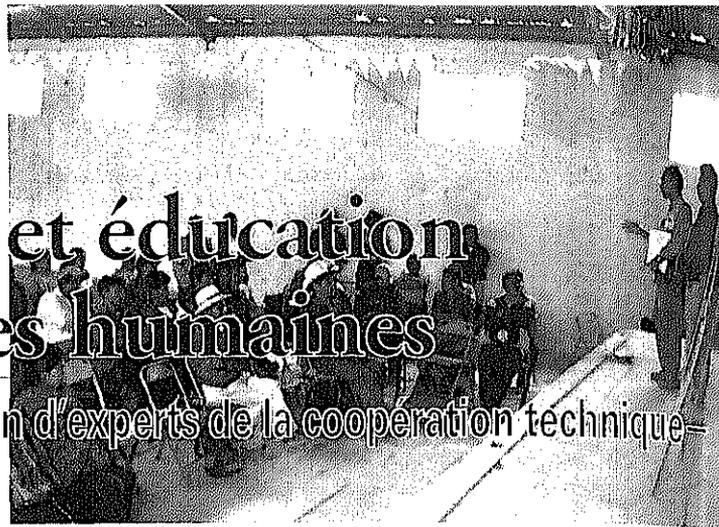
La JICA organise également des conférences internationales sur le transfert de technologie\* auxquelles est invité le personnel de PED et d'agences internationales dont le travail est lié à la coopération technique. Ces conférences sont pour les participants l'occasion d'un échange de vues et d'informations sur des thèmes nécessitant une coordination entre plusieurs donateurs\* (pays et organismes). Ces derniers temps, des systèmes destinés à accroître l'efficacité de l'aide ont été instaurés dans les PED, et l'accent a été mis sur le développement des capacités (à savoir l'amélioration des capacités des individus, des organisations et de la société des PED, dans une perspective de développement durable\*). Dans cet esprit, un symposium international intitulé « Développement des capacités et efficacité de l'aide, 2ème partie : de la théorie à la pratique » s'est tenu en février 2004. La JICA a également co-organisé deux conférences internationales.

Figure 3-11 Orientation à moyen terme des recherches de la JICA



# Valorisation et éducation des ressources humaines

— Recrutement et formation d'experts de la coopération technique —



Expert donnant un séminaire à des Indiens au Guatemala

## Formation et recrutement des ressources humaines

### ■ Diversification des requêtes en matière de ressources humaines

La coopération technique se fonde sur la promotion du développement par le transfert de technologie de personne à personne. Les experts de la coopération technique doivent donc disposer de compétences reposant sur l'expérience, d'aptitudes en matière de communication, d'une bonne perception des méthodes de transfert de technologie\* et d'une parfaite connaissance de la situation du pays d'accueil.

Les experts sont par ailleurs appelés à collaborer au plus petit niveau de détail avec les agents d'autres donateurs\* (pays et organismes donateurs), de manière à fournir une aide aussi efficace que possible. Le rôle des experts individuels consiste non seulement à comprendre les mécanismes et les évolutions en matière d'aide, mais aussi à faire preuve de capacités de coordination et de négociation avec leurs homologues\* locaux et d'autres travailleurs de l'aide. La JICA détache près de 3 000 experts chaque année. Trouver des personnes répondant à ces critères n'est pas aisé et une formation approfondie s'avère par conséquent indispensable.

Par ailleurs, ces toutes dernières années, les pays en développement (PED) ont nettement élargi l'éventail des spécialisations recherchées en matière de ressources humaines. Les demandes des PED ont davantage porté sur l'affectation d'experts dans des domaines intellectuels se rapportant notamment aux technologies de l'information (TI), à la lutte contre la pauvreté et à la gestion des affaires publiques. Il a parfois été difficile de trouver du personnel dans ces domaines. Aussi la formation de ressources humaines capables de répondre à ces besoins constitue-t-elle un défi à relever de toute urgence.

Au sein de la JICA, ces fonctions relèvent du Département de l'affectation des ressources humaines et de l'Institut de coopération internationale, tous deux activement engagés dans le recrutement et la formation de personnel.

### Des systèmes conformes aux demandes

Les dispositifs ci-dessous doivent permettre de répondre

rapidement et d'une manière appropriée aux demandes d'envoi d'experts soumises par les PED.

#### 1. Spécialistes du développement

Des experts hautement qualifiés et confirmés dans le domaine de la coopération internationale sont recrutés pour des postes clés à l'étranger (notamment comme chefs de projets de coopération technique) ou au Japon (membres d'un comité consultatif pour les études de développement, responsables de stages de formation ou directeurs d'études et de recherches). Au cours de l'exercice 2003, 93 spécialistes du développement\* ont été recrutés.

#### 2. Spécialistes temporaires

La mise à disposition temporaire de personnel compétent et idoine est assurée principalement par les experts rentrés au Japon ou dotés d'une expérience professionnelle comparable, et qui remplissent les critères d'affectation à l'étranger. Trente-cinq nouveaux spécialistes temporaires ont été recrutés au cours de l'exercice 2003.

#### 3. Conseillers techniques spécialisés

Des experts confirmés, hautement spécialisés et justifiant d'une solide expérience sont recrutés pour fournir des conseils sur une multitude de questions associées à la coopération technique. À la fin de l'exercice 2003, deux conseillers ont apporté une contribution active à leurs domaines respectifs de développement : agriculture, industrie minière et manufacturière.

#### 4. Système d'enregistrement du personnel de la coopération internationale

Les pays et régions en développement demandent de plus en plus une aide dans le domaine intellectuel, notamment pour l'amélioration des systèmes juridiques et les enjeux de portée mondiale\* tels que la réduction de la pauvreté. Toutefois, il n'est pas aisé de trouver les ressources humaines capables de répondre à ces nouveaux besoins. Afin de satisfaire rapidement et efficacement les diverses requêtes des PED, l'Agence utilise le système d'enregistrement du personnel de la coopération internationale. Ce dispositif permet de recruter et d'enregistrer des intervenants externes issus de différents secteurs

et intéressés par les activités de coopération technique de la JICA. À la fin de l'exercice 2003, 4 607 personnes étaient enregistrées ; 224 experts ont été sélectionnés durant ce même exercice.

### 5. Associations régionales de liaison pour la coopération internationale

L'Association de liaison pour la coopération internationale est un réseau formé d'experts rentrés au Japon au terme d'une mission conduite en tant qu'acteurs de première ligne de la coopération technique de JICA dans les PED. Ils sont alors nombreux à participer à des activités régionales au Japon, car ils connaissent bien la coopération internationale et possèdent une expérience de l'aide publique au développement (APD) acquise sur le terrain. Ils contribuent de la sorte à promouvoir la coopération et les échanges internationaux.

À la fin de l'exercice fiscal 2003, 42 associations régionales de liaison regroupaient quelque 3 440 membres. Ces associations s'emploient à mieux faire connaître la coopération internationale par des séminaires et des symposiums (en s'appuyant sur leur expérience des projets de coopération), à fournir des informations aux experts avant leur départ, à élaborer des bulletins d'information et à tenir des répertoires de leurs membres.

## Formation des experts

Les formations suivantes permettent aux experts ayant des compétences générales et spécialisées de se perfectionner en fonction des besoins des pays bénéficiaires.

### 1. Spécialistes associés

Par l'intermédiaire de stages pratiques dans le pays et d'affectations à l'étranger, des jeunes possédant une expérience de l'aide internationale – par exemple en qualité de jeunes experts associés\* (JEA ou JPO), de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ou de membres d'organisations non gouvernementales (ONG) – sont formés pour jouer un rôle d'expert ou autre dans le domaine de la coopération internationale. Ils ont été 40 nouvellement recrutés au cours de l'exercice 2003 et 134 – y compris les effectifs de l'année précédente – à suivre une formation au Japon et à l'étranger.

La JICA a également lancé la deuxième phase de ce programme destinée à fournir un enseignement complémentaire aux participants ayant achevé la formation initiale de spécialistes associés. Elle se déroule dans d'autres organismes que l'Agence, et si nécessaire au siège de la JICA. Ce programme vise à améliorer les compétences des ressources humaines dans le domaine de l'aide et à valoriser une expérience et un savoir-faire de haut niveau. Lors de l'exercice 2003, trois spécialistes ont été recrutés, et trois personnes (dont une de l'année précédente) ont suivi la formation au Japon et à l'étranger.

### 2. Formation de longue durée à l'étranger

Cette formation, qui ne dure pas plus de deux ans, s'adres-

se au personnel du secteur privé et des organismes gouvernementaux, aux anciens JOCV et au personnel de la JICA. Son but est de renforcer leurs capacités à participer à la coopération internationale. Les stagiaires acquièrent les connaissances théoriques et pratiques indispensables au rôle de premier plan joué par l'expert.

Au cours de l'exercice 2003, 31 personnes (quatre issues d'ONG et du secteur privé, sept de l'administration publique, cinq anciens JOCV et 15 collaborateurs de la JICA) ont été envoyées dans des établissements d'enseignement ou de recherche de pays industrialisés et de PED. Les sujets étudiés concernaient notamment le développement social, le développement agricole et rural, la santé et les soins médicaux, et la consolidation de la paix dans les PED. Les études ont été menées dans des établissements d'enseignement supérieur et de recherche aux États-Unis, en Europe ou dans des PED. À la fin de leur formation, les stagiaires reviennent au Japon et prennent part aux programmes de la JICA en tant qu'experts de la coopération technique ou sont envoyés dans des PED dans le cadre de missions d'étude.

### 3. Formation de longue durée au Japon

Cette formation dont la durée ne dépasse pas deux ans cible le même public que celui admis à participer à la formation de longue durée à l'étranger, mais elle est dispensée dans des établissements d'enseignement supérieur et des instituts de recherche au Japon. Au cours de l'exercice 2003, une formation a été lancée pour 23 personnes dans des structures comme l'Institut national universitaire des hautes études politiques. Les politiques d'aide et l'économie du développement, la santé et les soins médicaux, et le développement agricole figuraient parmi les thèmes traités.

### 4. Formation pour l'amélioration des compétences des experts

Cette formation est destinée aux jeunes gens, notamment les JOCV au terme de leur affectation, qui disposent d'un niveau de compétences techniques relativement élevé. Dans le cadre de programmes personnalisés d'une durée maximale d'un an, les participants reçoivent une formation pratique et technique au Japon et à l'étranger qui doit leur permettre de devenir des experts de la coopération technique. Au cours de l'exercice 2003, une formation a été organisée pour quatre personnes.

### 5. Formation individuelle pour les futurs experts de la JICA

La formation individuelle s'adresse aux personnes qui possèdent une expérience pratique de la coopération internationale et souhaitent travailler à l'avenir comme experts de la coopération technique. Dans le cadre de programmes personnalisés d'une durée maximale d'un an, les participants reçoivent une formation technique et pratique au Japon et à l'étranger ; forts de ces connaissances, les nouveaux experts pourront à tout moment être envoyés en mission pour couvrir les besoins de la coopération technique, toujours plus divers

**Tableau 3-12** Stages de formation organisés pour les futurs experts de la JICA durant l'exercice 2003

Première session Du 16 juin au 8 août	Deuxième session Du 6 octobre au 28 novembre	Troisième session Du 19 janvier au 12 mars
Développement rural	Milieux forestiers	Développement de l'infrastructure rurale
Infrastructure*	Protection du milieu marin	Infrastructure
Soins de santé primaires	Enseignement technique et formation professionnelle	Éducation
Réduction de la pauvreté	Santé génésique*	Environnement mondial
Réforme du système juridico-judiciaire	Méthodologie d'analyse sociale et d'analyse de la problématique hommes-femmes*	Salubrité de l'environnement
		Reconstruction post-conflictuelle (consolidation de la paix)

Lutte contre les maladies infectieuses (du 16 juin au 11 juillet)

et évolués. Cette formation mise en place durant le deuxième semestre de l'exercice 2003 intègre le système d'avancement professionnel, celui des spécialistes associés (phase 2), et la formation pour l'amélioration des compétences des experts. Une personne en a bénéficié durant l'exercice 2003.

#### 6. Formation pour les futurs experts de la JICA

Cette formation doit permettre aux personnes qui seront bientôt détachées à l'étranger en qualité d'experts d'acquérir les connaissances et les compétences dont elles auront besoin. Au cours de l'exercice 2003, 127 personnes ont participé aux 17 cours, organisés chacun sur huit semaines (à l'exception du cours sur la lutte contre les maladies infectieuses, qui a duré quatre semaines). Le sommaire des stages figure au tableau 3-12.

#### 7. Formation des experts

Les cours suivants concernent principalement les experts en poste à l'étranger pour un an ou plus :

##### 1) Stages en groupe avant affectation

Les experts suivent ce stage avant leur départ. Le programme comprend deux semaines de formation générale sur des aspects tels que les dernières évolutions en matière d'aide, le rôle de l'expert, la situation locale et les règles sanitaires, ainsi que trois semaines d'apprentissage d'une langue. L'accent est mis notamment sur le développement des techniques de communication pratique dans les régions en développement, par le recours à des méthodes de présentation. Au cours de l'exercice 2003, ce stage a été organisé à sept reprises et 594 personnes au total (478 experts et 116 conjoints) y ont participé.

##### 2) Formation linguistique et technique supplémentaire

Pour améliorer les capacités de communication des experts dans d'autres langues que l'anglais, il existe un système d'enseignement des langues locales dans les pays d'affectation. Durant l'exercice 2003, 154 personnes en ont bénéficié dans 31 pays. Une formation technique est prévue dans des institutions japonaises compétentes pour développer ou compléter les connaissances techniques des experts. Au cours de l'exercice 2003, 36 experts ont suivi cette formation.

##### 3) Formation pour les coordinateurs de projets

Cette formation destinée à des coordinateurs\* doit leur permettre d'améliorer leurs capacités de gestion, nécessaires à la bonne mise en œuvre des projets de coopération technique dans le cadre desquels ils seront affectés. La formation se compose

de conférences sur le rôle et les activités des coordinateurs, ainsi que sur la comptabilité, les relations publiques et d'autres thèmes encore. Durant l'exercice 2003, cette formation a été organisée à sept reprises pour un total de 72 participants.

##### 4) Formation au suivi et à l'évaluation

Cette formation, destinée aux experts qui seront affectés à des projets de coopération technique, doit leur permettre d'acquérir des compétences en suivi et en évaluation pour une gestion efficace et rationnelle des projets. La formation se déroule sur quatre jours. Au cours de l'exercice 2003, elle a été organisée à sept reprises pour un total de 422 participants.

### Élargissement de la base des ressources humaines de l'aide

#### 1. Collaboration avec les collectivités locales et les ONG et développement humain

##### 1) Formation à la mise en application de la coopération internationale pour les agents des collectivités locales

Cette formation est destinée à soutenir la coopération internationale assurée par les administrations locales. Elle se compose d'un stage pratique d'une semaine et de trois semaines de formation linguistique en option. Au cours de l'exercice 2003, trois sessions ont été organisées à l'Institut de coopération internationale à Tokyo et une session au Centre international d'Osaka. Au total, 78 personnes y ont participé.

##### 2) Festival des ateliers communs JICA-ONG

Ce festival a été organisé à Kagawa, Fukuoka et Okinawa dans le but de promouvoir la collaboration entre la JICA et des ONG. La population et des ONG locales ont participé aux différents événements.

##### 3) Formation dans le cadre du partenariat JICA-ONG

Cette formation est organisée conjointement par la JICA et le Centre des ONG japonaises pour la coopération internationale (JANIC). Son objectif est de renforcer le partenariat entre la JICA et les ONG par la compréhension mutuelle de leurs concepts et méthodes de base en matière de coopération internationale. Elle s'adresse aux jeunes collaborateurs des ONG et de la JICA. Un stage résidentiel sur trois jours organisé en septembre 2003 a été suivi par 15 membres d'ONG et 11 collaborateurs de la JICA. Un programme de visite des sites de projets d'ONG et de la JICA à l'étranger a été réalisé aux Philippines en novembre, afin d'améliorer la formation locale pour ceux que cela intéressait. Sept membres d'ONG

et cinq collaborateurs de la JICA y ont pris part.

## 2. Programme de renforcement des capacités des ONG

Ces activités de formation sont destinées à renforcer les capacités\* des ONG et à promouvoir leur partenariat avec l'Agence dans le cadre de la mise en œuvre de la coopération internationale.

### 1) Formation du personnel des ONG au Japon et à l'étranger

Grâce à cette formation, le personnel intermédiaire des ONG peut acquérir les techniques et les compétences requises dans le cadre de la coopération internationale et apprendre à mieux connaître les programmes de l'APD et de la JICA. En décembre 2003, huit personnes ont participé à un cours d'une durée de deux semaines (dont un cours de neuf jours au Cambodge).

### 2) Formation de longue durée au Japon pour le personnel des ONG

Dispensée dans des écoles supérieures au Japon, cette formation de niveau maîtrise s'adresse aux membres du personnel à plein temps d'ONG appelés à jouer un rôle clé dans le cadre de leurs activités futures. Au cours de l'exercice 2003, quatre personnes ont suivi cette formation organisée par la JICA.

### 3) Envoi d'experts techniques dans des ONG

Dans le cadre de ce programme, la JICA envoie pour une durée maximale de trois mois des experts techniques sur les sites d'intervention d'ONG japonaises à l'étranger. Au cours de l'exercice 2003, huit experts ont ainsi été détachés dans différents domaines techniques : informatique, formulation de projets, éducation à l'environnement, techniques de fabrication de petits fours améliorés à charbon de bois, soins pédiatriques, techniques de production du moxa (poudre d'armoise), lutte contre les troubles dus à la carence en iode (TDCI), et soutien aux enfants des rues.

### 4) Programme d'initiation pratique aux activités des ONG

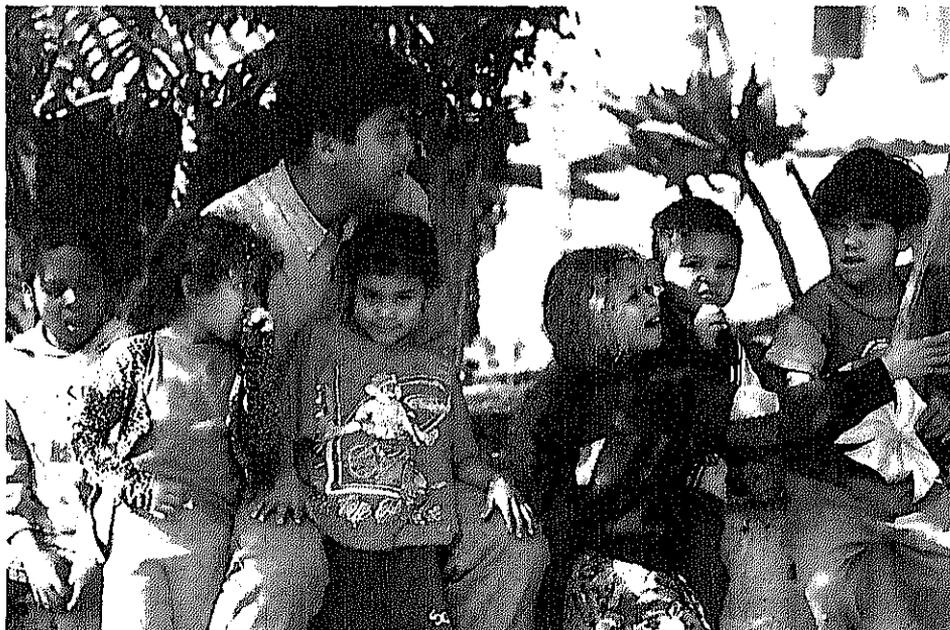
Des étudiants diplômés en coopération internationale sont envoyés en formation à l'étranger sur des sites où la JICA et les ONG participent à des actions communes de développement, dans le but de mieux comprendre ces activités. Au cours de l'exercice 2003, un étudiant a participé à ce programme.

### 3. Programme de stage à la JICA

Ce programme est réservé à des étudiants se spécialisant en aide au développement et susceptibles de participer à de futurs projets d'aide. Il leur offre la possibilité de travailler à la JICA comme stagiaires afin d'améliorer leur compréhension de la coopération internationale. Durant l'exercice 2003, 46 personnes – pour l'essentiel des étudiants diplômés – ont été sélectionnées pour suivre ce programme : vingt-six d'entre eux ont été envoyés en stage dans 18 bureaux de l'Agence dans les PED et 20 ont effectué leur stage au Japon, au siège et dans les antennes régionales de la JICA. Par ailleurs, 64 étudiants de premier cycle ont été admis comme stagiaires à la JICA dans le cadre d'accords individuels entre antennes régionales et universités.

### 4. Invitation de spécialistes du développement venus d'autres pays

Des experts étrangers ayant un diplôme universitaire et une expérience dans le domaine de l'aide au développement sont invités à donner des conférences dans le cadre de séminaires publics et de programmes de formation pour les experts, afin d'améliorer l'efficacité de ces programmes et d'élargir la base des ressources humaines de l'aide. Durant l'exercice 2003, dix experts ont été invités, et les séminaires, conférences et échanges de vues ont porté sur cinq thèmes : santé et soins médicaux en Irak, enseignement technique, gestion de la sécurité, aide à la reconstruction après un conflit, développement de l'éducation.



Un expert travaillant dans l'éducation à la santé discute avec des enfants dans un quartier pauvre de Sao Paolo

# Soutien

## — Appui aux activités des experts —



Bilan de santé effectué par un médecin en Tanzanie

### Présentation du programme de soutien

La JICA prévoit un système de compensations financières et d'assistance sociale en appui aux activités des experts affectés dans des pays en développement (PED), ainsi que des mesures de sécurité dans les régions où les conditions de vie sont particulièrement difficiles. Ces considérations sont essentielles pour le recrutement d'experts hautement qualifiés et elles contribuent à renforcer leur forte motivation. De ce fait, elles constituent les fondements d'une coopération technique de qualité.

La JICA a créé le Département de l'affectation des ressources humaines dans le but de renforcer les systèmes de soutien aux experts. Ces systèmes couvrent toutes les phases du processus d'envoi d'experts.

**Remarque :** ces systèmes ne s'appliquent pas aux experts sélectionnés par le biais d'un appel d'offres.

### Dispositions et prestations sociales

#### 1. Indemnités d'affectation à l'étranger et rémunérations

Les experts reçoivent des indemnités d'affectation à l'étranger et des rémunérations au Japon, basées sur celles des fonctionnaires en poste à l'étranger.

##### 1) Indemnités d'affectation à l'étranger

Dans l'exercice de leurs fonctions, les experts en mission à long terme reçoivent des indemnités de subsistance, de charge de famille, des allocations scolaires, une prime de connaissances linguistiques, une prime d'isolement géographique et une prime de spécialisation. Les experts affectés à l'étranger pour une courte durée (inférieure à une année), perçoivent des frais de déplacement, une prime de connaissances linguistiques et une prime de spécialisation.

##### 2) Rémunérations au Japon

La JICA verse à l'expert une indemnisation égale à la rémunération en poste versée par l'organisation à laquelle il appartient ou un traitement selon le barème national s'il n'appartient à aucune organisation.

#### 2. Déplacements à l'étranger

En ce qui concerne les vacances, la JICA s'aligne sur le nombre de jours de congé accordés par l'organisation qui accueille l'expert. La JICA continue de verser des indemnités d'affectation à l'étranger si l'expert quitte son pays d'accueil durant ces jours de congé et sur une durée maximale conforme aux modalités d'affectation stipulées dans les règlements de la JICA. L'Agence supporte les frais de déplacement comme suit :

##### 1) Retour au pays financé par la JICA

Un expert en mission à long terme envoyé pour plus de deux ans dans les « régions insalubres » où les conditions de vie sont particulièrement difficiles selon la JICA, est autorisé, tous les 24 mois, à s'absenter temporairement et à revenir au Japon afin de récupérer et passer un bilan de santé.

Si son conjoint ou un membre de sa famille vient à décéder durant son affectation, il peut revenir au Japon pour assister aux funérailles. Une partie des frais du trajet est à sa charge.

##### 2) Déplacement pour raisons de santé

Les experts affectés sur de longues périodes dans des « régions particulièrement insalubres » (dont les conditions de vie sont encore plus difficiles que les « régions insalubres » mentionnées plus haut) sont autorisés à effectuer des déplacements pour raisons de santé (bilans de santé, récupération, etc.).

Les experts en mission à long terme travaillant dans une zone de haute altitude bénéficient du droit à des voyages réguliers dans une zone basse.

#### 3. Visites des conjoints et des enfants

Pour entretenir la santé et le moral des experts en affectation de longue durée et contraints de vivre séparés de leur conjoint et de leurs enfants, deux systèmes ont été prévus :

##### 1) Visites temporaires des enfants

La JICA prend à sa charge les frais de transport aérien pour que les experts en mission à long terme puissent faire venir leurs enfants durant les vacances scolaires au Japon.

##### 2) Visites des conjoints dans les régions impaludées

Les experts envoyés seuls dans les régions impaludées situées dans des pays aux conditions de vie particulièrement difficiles peuvent inviter leur conjoint sur place pour une durée déterminée. La JICA prend en charge une partie du coût du billet d'avion.

#### 4. Services de santé

Le Centre d'assistance médicale assure une gestion centralisée des soins de santé dont bénéficie le personnel associé à des projets de la JICA. Les médecins et le personnel infirmier peuvent être consultés en permanence par les experts et leur famille. Chaque personne envoyée à l'étranger est soumise à un examen médical et un bilan de santé complet avant, pendant et après son détachement. Dans le cadre des services destinés à préserver la santé des experts travaillant à l'étranger et des proches les accompagnant, une équipe-conseil constituée essentiellement de médecins et de personnel infirmier est envoyée dans chaque région.

De plus, pour renforcer ce dispositif, des administrateurs sanitaires se tenant à la disposition des experts et de leur famille, sont affectés dans 35 bureaux de représentation.

Un régime d'urgence est par ailleurs prévu pour les experts ou les membres de leur famille. Celui-ci prévoit leur transport dans un établissement hospitalier disposant de toutes les installations nécessaires pour traiter les accidents ou les maladies.

#### 5. Indemnités en cas d'accident

Un régime spécial d'indemnisation des accidentés du travail financé par l'État, couvre les experts durant leur affectation à l'étranger et leurs déplacements quotidiens.

#### 6. Association d'aide mutuelle

L'Association d'aide mutuelle a été constituée par la JICA pour assurer des conditions de vie stables et améliorer le bien-être des experts

à l'étranger ainsi que des membres de leur famille sur le terrain. L'Association prend en charge les frais liés aux accidents et traitements médicaux subis à l'étranger par l'expert ou les membres de sa famille et fournit une prestation en cas de décès d'un expert pendant son détachement, ainsi qu'une prime pour service méritoire. Elle est financée par les cotisations d'experts et des dons de la JICA.

L'Association couvre les frais médicaux consécutifs aux accidents ou maladies survenus à l'étranger en dehors du travail, la fourniture d'une prestation en cas de décès et la distribution de primes de soutien lors de catastrophes.

Tableau 3-13 Systèmes de rémunération et de protection sociale des experts

Frais de déplacement, allocations, etc.	Indemnités d'affectation à l'étranger	Indemnités de subsistance
		Indemnités de logement
		Indemnités de charge de famille
		Allocations scolaires
		Prime de connaissances linguistiques
		Prime d'isolement géographique
		Prime de spécialisation
Frais de déplacement	Frais de déplacement à l'étranger (indemnités journalières et frais d'hébergement)	
Rémunération au Japon	Rémunération en poste	
	Traitement selon le barème national	
Systèmes d'assistance sociale	Congés et autres	Retour temporaire au Japon pour des vacances
		Retour temporaire au Japon pour un deuil
		Déplacement pour raisons de santé
		Déplacement pour raisons de santé dans le cas d'un emploi en haute altitude
		Visite des enfants
		Visite du conjoint dans les régions impaludées
Protection sociale et autres		Indemnités en cas d'accident durant le voyage vers le pays d'affectation, dans le cadre du travail ou des déplacements vers ou depuis le lieu de travail
		Association d'aide mutuelle de la JICA
		Aide supplémentaire pour améliorer le cadre de vie
		Allocations de chômage
		Bilans de santé
		Système d'assurance-dommages

Remarque : l'application de ces conditions est susceptible de différer dans certains cas se rapportant aux modalités ou circonstances de l'envoi.

# Gestion de la sécurité à l'étranger

## —Mesures de sécurité et gestion des crises—



Formation pratique sur la conduite à tenir en cas de vol de voiture occupée, dispensée par le Bureau de la JICA en Afrique du Sud

### Mesures de sécurité de la JICA

Les activités de l'Agence se déroulent dans les pays en développement (PED), aux prises avec des problèmes de pauvreté. Ces problèmes ont une incidence sur le taux de criminalité, qui peut atteindre des niveaux très préoccupants.

Certains pays sont en proie à de fréquents coups d'État, d'autres à d'interminables conflits civils. Dans d'autres enfin, où résident des membres du personnel de la JICA, la situation politique et sécuritaire demeure instable malgré le retour de la paix. Afin d'assurer un cadre de vie et de travail sûr aux personnes qui poursuivent leurs activités de coopération internationale dans de telles conditions, la JICA a pris diverses mesures en matière de sécurité et de gestion des situations de crise.

#### 1. Formation et séminaires avant le départ

Avant leur départ, les experts, les volontaires et les proches qui les accompagnent bénéficient d'une formation sur la sécurité. Elle couvre plusieurs thèmes : explications sur la criminalité qui prévaut dans la région, choix d'un logement, comportement à adopter avec la population locale, mise en lieu sûr d'objets de valeur, protection contre les hold-up et les vols de voitures occupées et mesures d'urgence.

Dès son arrivée sur le lieu d'affectation, chaque membre de la JICA est informé à titre individuel par le bureau de représentation de la JICA dont il dépend de la situation locale en matière de sécurité et des dernières mesures anti-criminalité. Ces bureaux organisent par ailleurs deux fois par an des réunions d'information sur la gestion de la sécurité publique pour toutes les personnes ayant un lien avec la JICA. Ces conseils sont l'occasion de diffuser les renseignements de ces mêmes bureaux sur la sécurité locale et aussi de présenter les données recueillies et les expériences des experts, des volontaires et de leur famille. Actualisé quotidiennement, le savoir-faire spécifique à ces mesures de sécurité est présenté par des membres du conseil qui vivent et travaillent dans le même environnement et dans une même perspective. Le personnel en poste depuis plusieurs années enseigne aux nouveaux venus comment éviter d'attirer l'attention, et payer discrètement en faisant des courses. Il leur montre les types de sacs, de vêtements et de bijoux les

mieux adaptés à la situation locale et comment mettre les objets de valeur en lieu sûr.

#### 2. Affectation d'agents de sécurité et de conseillers

Pour renforcer la sécurité sur place, la JICA fait appel à ceux qui connaissent le mieux les mesures de sécurité publique du pays concerné : les agents de sécurité. Ces derniers se consacrent sans interruption à toutes sortes d'activités : collecte et transmission quotidiennes d'informations, prévention du crime dans les zones résidentielles et réglementation de la circulation. Très bien renseignés sur les tendances de la criminalité locale et sur les modes de comportement des Japonais, ils peuvent apporter les conseils les plus pertinents en matière de sécurité.

#### 3. Établissement d'un réseau de liaison d'urgence

Dans chacun de ses bureaux à l'étranger, la JICA a mis en place un réseau de liaison d'urgence entre tous les membres du personnel. Les communications – par téléphone fixe ou portable, par récepteur de radiomessagerie, système Inmarsat (International Maritime Satellite Organization ou Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites) et radiotéléphone satellitaire – utilisés dans les situations courantes assurent par ailleurs la transmission des informations et le suivi de la situation sécuritaire, en cas de danger. Ce double système de liaison est un des éléments clés du dispositif de sécurité.

#### 4. Envoi de missions d'étude sur les mesures de sécurité

Dans les pays où la sécurité est préoccupante, la JICA envoie des missions d'étude afin d'examiner la situation sur place. En fonction des résultats de ces recherches, des mesures spécifiques par pays sont mises en œuvre d'une manière détaillée. Dans chaque pays, la situation est analysée par province ou par État, afin de déterminer les mesures à adopter par le personnel de la JICA et de procéder à des ajustements en fonction des besoins en matière d'aide.

Des experts japonais spécialistes de la sécurité sont par ailleurs détachés dans les pays où règne une forte criminalité, afin de dispenser des conseils pratiques aux agents de la JICA résidant sur place. Ils portent notamment sur la prévention du crime dans les zones résidentielles, la protection

contre les crimes commis avec des armes à feu et contre les vols de voitures occupées.

**5. Aide financière à l'installation de systèmes de sécurité et à l'emploi d'agents de sécurité**

L'Agence prend en charge une partie des frais inhérents à l'installation de systèmes de protection, l'emploi de gardiens et l'installation de systèmes d'alarme dans les habitations des experts et des volontaires. Des aménagements sont mis en œuvre pour relever le niveau des clôtures, renforcer les portes et installer des barreaux de fer aux fenêtres si nécessaire. Dans les pays où il existe des entreprises spécialisées en sécurité, un système d'alarme permettant de joindre ces dernières est mis en place.

**6. Mise en œuvre d'un système continu de gestion des situations de crise**

Le siège de la JICA a établi un système de liaison d'urgence. Opérationnel toute l'année et à toute heure du jour et de la nuit, il permet de recevoir et de répondre à des messages d'alarme et d'alerte venant de l'étranger, même en dehors des heures habituelles de bureau, notamment la nuit ou durant les week-ends et les congés.

**7. Mesures antiterroristes**

L'une des préoccupations les plus récentes de la JICA est la montée du terrorisme dans un nombre croissant de pays et de régions. Le terrorisme existait déjà durant la guerre froide, quand des groupes d'extrême gauche posaient des bombes un peu partout dans le monde. Mais la forme la plus récente de ce phénomène, qui se manifeste par des incidents d'une ampleur sans précédent, est de plus en plus souvent le fait d'intégristes musulmans, comme ceux de l'organisation terroriste internationale Al-Qaïda. Afin de réduire les

risques pour le personnel associé à des projets de la JICA d'être confronté à des attaques terroristes perpétrées contre des ressortissants ou des intérêts européens ou américains dans des régions très exposées comme le Moyen-Orient, l'Agence organise avant le départ des séances d'information sur les questions qui doivent retenir l'attention de ses collaborateurs.

**8. Mesures de sécurité dans les zones en cours de reconstruction après un conflit**

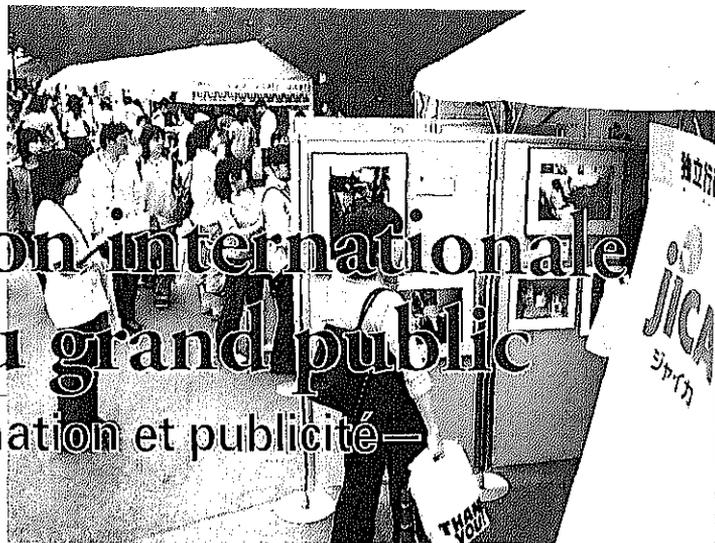
La JICA réalise des projets dans des pays sortant d'un conflit, comme l'Afghanistan et la Palestine, ou dans des régions où les affrontements se poursuivent. Les autres organismes d'aide et les agences de l'ONU intervenant dans ces régions ont l'habitude d'examiner avec le plus grand soin leurs sites d'intervention, et de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent (transmissions radio et véhicules blindés pendant la réalisation des projets, suivi de l'évolution au jour le jour de la situation politique et sécuritaire). La JICA se doit d'adopter de telles mesures de sécurité si elle souhaite étendre ses programmes d'aide à la reconstruction et de soutien à la consolidation de la paix. De plus, comme nul ne peut exclure des incidents tels que les enlèvements, les retournements politiques, les émeutes ou les attentats terroristes dans les régions concernées par les projets, il est essentiel de savoir comment réagir face à ces risques potentiels. Dans un tel contexte, une formation aux situations d'urgence, menée en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR), a commencé en 2003 ; elle s'est déroulée au Japon et à l'étranger. À l'avenir, la JICA entend renforcer cette activité, afin de contribuer au développement de ressources humaines amenées à travailler dans des régions bénéficiant de programmes d'aide à la reconstruction post-confliktuelle.



Agent de sécurité prodiguant des conseils pour prendre un taxi

# La coopération internationale à la portée du grand public

— Diffusion de l'information et publicité —



Stand d'information de la JICA au Festival de la coopération internationale dans le parc Hibiya, à Tokyo

## Diffusion de l'information auprès du grand public

### ■ La JICA Plaza et le site Web

En vertu de la loi sur l'accès aux informations détenues par les institutions administratives indépendantes promulguée en octobre 2002, la JICA a entrepris de rendre accessibles les données en sa possession par la mise en place d'un système de diffusion des informations auprès du public. Cette démarche répond ainsi à l'obligation de rendre compte\*.

Outre la possibilité de consulter en ligne les données institutionnelles archivées ou en vigueur, ce système dispose d'un service d'information où le public peut se procurer une version imprimée des documents lisibles sur écran informatique. La JICA s'emploie activement à fournir non seulement les documents stipulés par la loi, mais aussi des renseignements sur son organisation, son activité et son budget sur son site Web.

Lors de l'introduction du système de diffusion de l'information, la JICA Plaza a été créée au siège de l'Agence et dans ses antennes au Japon, afin de permettre au public d'approfondir sa connaissance de la coopération internationale. La JICA Plaza propose une multitude d'informations et de documents. Les visiteurs reçoivent des brochures publi-

citaires, et ils peuvent emprunter gratuitement des documents audiovisuels (photos et cassettes vidéo). Ils peuvent également consulter la totalité des annonces publiques et des appels d'offres concernant les projets (approvisionnement en matériels et services), ainsi que les résultats de ces appels d'offres. Au cours de l'exercice 2003, la JICA Plaza installée au siège de l'Agence a accueilli plus de 18 000 visiteurs – simples citoyens, étudiants, lycéens et collégiens dans le cadre de sorties éducatives – et reçu plus de 9 000 demandes d'information par téléphone.

Les informations disponibles à la JICA Plaza et sur le site Web sont énumérées dans le tableau 3-14.

### ■ La Bibliothèque de la JICA et le Musée de l'émigration japonaise

La Bibliothèque de la JICA est ouverte au public depuis 1977. Elle possède un fonds d'environ 120 000 documents, notamment un grand nombre de rapports d'étude établis par l'Agence même et de cartes et autres documents élaborés par les missions d'étude envoyées dans les pays en développement (PED), de la documentation sur l'aide publiée par des organisations internationales et de nombreuses autres références sur les PED. Afin d'améliorer le service au public,

Tableau 3-14 Système d'information au service du public

Informations sur l'organisation	Vue d'ensemble de l'organisation, cadre juridique et réglementaire, liste du personnel d'encadrement, organigramme, adresse des sites, numéros de téléphone et de télécopie, objectifs et plans de la JICA à moyen terme, description des programmes, etc.
Informations sur les programmes	Plans d'exécution des projets, politiques d'exécution (enjeux de portée mondiale, politiques par pays et par région), données statistiques, informations sur les projets, divers comptes rendus de programmes, etc.
Informations financières	Budget, états financiers (actifs, bilan, compte de résultat), états de frais généraux, etc.
Informations sur les audits et les évaluations	Rapports d'audit, rapports annuels d'évaluation, évaluations ex ante, synthèses des évaluations à mi-parcours, rapports d'évaluation ex post rédigés par des experts et des organismes extérieurs indépendants, etc.
Informations sur les appels d'offres et les contrats	Publication des projets soumis à appel d'offres et résultats des soumissions, conditions d'admissibilité, délais de soumission, soumissionnaires, offres, adjudicataires, prix prévus au contrat, diverses offres, formulaires de demande de contrats, textes réglementaires applicables aux procédures d'appel d'offres, etc.
Informations sur le recrutement des ressources humaines	Informations relatives au recrutement des JOCV, des volontaires seniors et des experts de la coopération technique, formation du personnel de la coopération internationale
Informations collectées et conservées par la JICA suscitant de fréquentes demandes d'information de la part de citoyens ou d'entreprises	Informations sur la vie dans tel ou tel pays, rapports d'étude, collaboration avec les ONG et les pouvoirs publics locaux, Programme de partenariat de la JICA, soutien à l'éducation au développement, calendrier des manifestations, etc.

la Bibliothèque est ouverte tous les premier et troisième samedi du mois depuis avril 2004. Durant l'exercice 2003, elle a accueilli 9 000 visiteurs qui ont emprunté gratuitement 22 000 documents.

Le Musée de l'émigration japonaise expose des documents historiques, des cartes, des photos, des dessins, des maquettes, des articles de ménage que les émigrants emportaient avec eux, et du matériel agricole ; autant d'objets qui permettent de reconstituer la vie et le travail des émigrants d'hier et d'aujourd'hui. Les visiteurs peuvent ainsi découvrir l'histoire de l'émigration japonaise, et la réalité actuelle des communautés japonaises vivant à l'étranger. Installé dans le Centre international de Yokohama, le Musée a ouvert ses portes en octobre 2002. Au cours de l'exercice 2003, il a reçu pas moins de 18 000 visiteurs.

## Relations publiques

### Activités diverses à l'échelle mondiale

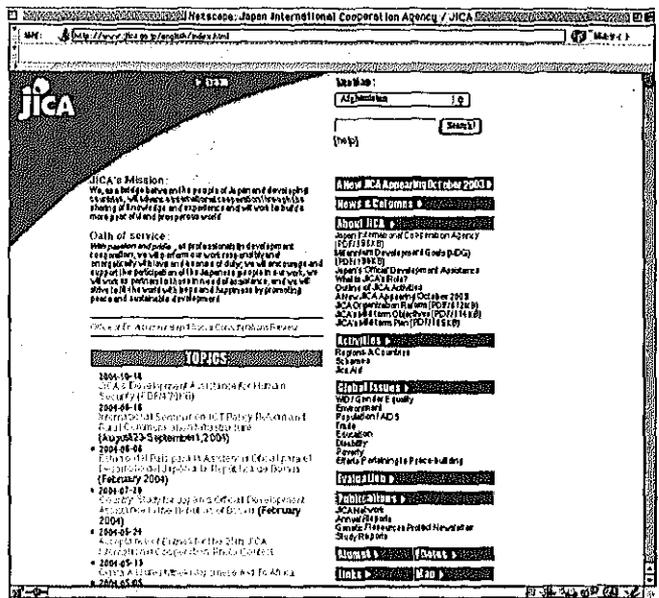
La JICA est devenue une institution administrative indépendante en octobre 2003, et a depuis pris un nouveau départ. Afin de promouvoir la nouvelle JICA et de faire connaître la philosophie qui guide ses activités, tout le personnel de l'Agence a participé à l'élaboration d'un nouveau logo, d'une définition de la mission de la JICA (voir page 2) et d'un slogan : « Un monde demain meilleur pour tous ».

La JICA mène des réformes énergiques sous la houlette de sa présidente, Sadako Ogata. En matière de publicité, l'Agence privilégie la clarté et le caractère actuel des activités destinées à informer le public sur son organisation et ses programmes, au Japon comme à l'étranger. L'Agence répond ainsi à l'obligation de rendre compte\*, afin d'être mieux comprise et de recueillir un plus large soutien. Les activités de communication de la JICA s'appuient sur des méthodes variées : diverses publications, site Web, parrainage de manifestations spéciales, mise à disposition d'informations sur ses programmes pour les médias.

### 1. Élaboration de publications et gestion d'un site Internet

Parmi les actions destinées au public et aux écoles du Japon figure la publication de la revue mensuelle *Kokusai Kyoryoku* (Coopération internationale). Le magazine *JICA Frontiers* s'adresse pour sa part aux lecteurs associés à des programmes de la JICA. Une autre publication, *Crossroads*, fait le point sur les programmes d'envoi de volontaires. Ces publications servent à mieux faire connaître les activités de l'Agence et à élargir le spectre du soutien à ses activités. *JICA Network*, publication trimestrielle disponible en anglais, s'adresse aux lecteurs étrangers ; elle se propose d'informer de manière plus approfondie la population et les gouvernements des PED, les organisations internationales et les autres organismes d'aide sur les programmes de la JICA.

Par ailleurs, la JICA s'appuie largement sur son site Web pour ses actions d'information et de communication. La conception du site a été entièrement revue au moment où l'Agence



Page d'accueil de la JICA en langue anglaise (www.jica.go.jp/english/index.html)

### Logo de la JICA



Le logo de la JICA symbolise les « êtres humains » et la « Terre »

### La chaleur des hommes :

Les lettres « j » et « i » figurent deux individus proches l'un de l'autre.

Dans les activités de coopération internationale de la JICA, les êtres humains jouent un rôle de premier plan. En tant que partenaire des pays en développement, la JICA aspire à soutenir leurs efforts en faveur de la paix et du développement durable.

### Vigueur et dynamisme :

Le « ● » au-dessus du « i » signifie « la Terre = le Monde ». Ce symbole représente la force et les progrès de la JICA, dont les activités s'étendent au-delà des frontières. Il symbolise l'engagement non démenti de l'Agence en faveur de la coopération internationale, que tous peuvent apprécier à sa juste valeur.

### « La Terre est une planète bleue » :

Telle est aussi la couleur de notre logo. Le bleu symbolise la foi de la JICA dans la coopération internationale : tous les habitants de la planète doivent unir leurs efforts pour résoudre les problèmes de la société mondiale, indépendamment de leur âge, de leur nationalité, de leur origine ethnique et de leur religion.



Affiche du Symposium-marathon pour la paix 2003-2007

ce s'est muée en une institution administrative indépendante. Le site y a gagné en lisibilité, et ses contenus sont désormais davantage tournés vers le grand public. Afin de permettre à ceux qui sont en première ligne de diffuser plus facilement des informations, la plupart des bureaux de la JICA à l'étranger et des antennes au Japon ont créé leur propre site Web. Dans une optique de transparence, des informations sur l'évolution des programmes de la JICA et sur quantité d'autres thèmes sont mises en ligne rapidement, et les contenus sont actualisés régulièrement pour offrir au grand public des pages plus faciles à lire et à comprendre.

La JICA publie *JICA E-mail Magazine*, qui permet à ses lecteurs de recevoir les dernières informations sur les changements au sein de l'Agence, les postes à pourvoir et les diverses manifestations par courrier électronique. Elle continuera à améliorer la structure et le contenu de ces informations pour mieux servir les utilisateurs.

Des programmes de télévision, des vidéos, des montages photographiques et des brochures portant sur l'action de la JICA sont par ailleurs produits régulièrement pour rendre l'information encore plus accessible.

## 2. Organisation de manifestations

La principale manifestation destinée à sensibiliser l'opinion à la coopération internationale est le Festival de la coopération internationale, qui a lieu au Japon le 6 octobre. Parallèlement, des campagnes en faveur de l'aide internationale (conférences, séminaires, projections de vidéos, expositions) sont organisées dans tout le Japon par les antennes de la JICA, en collaboration avec les administrations locales, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organismes concernés. Des conférences sur la coopération internationale destinées au grand public sont programmées toute l'année. Ces activités encouragent la population locale à s'ouvrir à l'aide internationale.

Un « Symposium-marathon pour la paix 2003-2007 » a été

lancé au Japon en août 2003. Ce colloque sur la paix et la coopération internationale se poursuit depuis lors à travers le Japon sur le thème « Ce qu'un individu peut faire, et ce que nous pouvons faire pour un individu ». C'est la première fois que la JICA organise une telle manifestation, qui doit s'étaler sur trois ans et demi et concerner au total 47 préfectures japonaises. Au cours de l'exercice 2003, le symposium s'est tenu dans quatre villes, dont Tokyo et Sapporo ; il a attiré un public nombreux.

En octobre 2003, la JICA a mis sur pied le Festival de la coopération internationale dans le parc Hibiya, à Tokyo, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, le

Centre des ONG japonaises pour la coopération internationale (JANIC) et la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)\*. Par ailleurs, la JICA organise des réunions municipales sur l'APD dans tout le Japon, avec l'appui du ministère des Affaires étrangères ; durant l'exercice 2003, cinq réunions ont eu lieu, dont celles de Nagoya et d'Akita.

## 3. Approche des médias

Les représentants des médias et d'autres spécialistes reçoivent en temps opportun des exemplaires de la revue *JICA Press Release*, qui contient les informations les plus récentes sur les programmes de l'Agence. La JICA assure également un service de communiqués de presse électroniques pour les journalistes intéressés par ses activités et par l'APD, et pour les correspondants japonais à l'étranger. En outre, plusieurs fois par an, la JICA offre à des universitaires et à des rédacteurs de journaux nationaux et locaux l'opportunité de visiter des sites de projets dans les PED ; ces personnes sont ainsi en mesure de transmettre au public des informations concrètes pour lui permettre de mieux appréhender la coopération internationale. Grâce à cette démarche, des articles sur des sujets qui concernent la JICA sont parus en moyenne deux fois par jour dans la presse nationale et 13 fois par jour dans la presse régionale en 2003.

## 4. Relations publiques à l'étranger

Les bureaux de représentation de la JICA jouent un rôle essentiel dans la promotion des relations publiques à l'étranger, par l'intermédiaire de panneaux d'affichage, de colloques et de visites destinées à la presse. Ces activités s'intensifient d'une année sur l'autre. De plus, à titre d'essai, l'Agence a organisé deux visites pour la presse des pays en développement. Ces visites ont permis aux journalistes invités au Japon d'en apprendre davantage sur les programmes de formation mis en œuvre par la JICA sur le territoire japonais.



## Partie IV ● Résultats de l'exercice 2003

### Chapitre 1 Les résultats des programmes en quelques chiffres

Interprétation des résultats .....	164
Nombre de participants par type et programme de coopération technique .....	165
Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région .....	166
Résultats de la coopération technique de la JICA et de l'APD japonaise par pays .....	170

### Chapitre 2 Projets mis en œuvre durant l'exercice 2003

.....	181
-------	-----

## Chapitre 1 Les résultats des programmes en quelques chiffres

### Interprétation des résultats

Le récapitulatif des activités de la JICA présente le nombre de personnes et les coûts de la coopération technique pour l'exercice 2003. Ces données ont été calculées à partir des éléments suivants :

1. La ventilation de la coopération bilatérale par région couvre six zones géographiques : (1) Asie (Asie centrale et Transcaucasie incluses, hors Moyen-Orient et Maghreb) ; (2) Moyen-Orient et Maghreb (limité par l'Afghanistan à l'est et le désert du Sahara au sud) ; (3) Afrique (hors Moyen-Orient et Maghreb) ; (4) Amérique du Nord et Amérique latine ; (5) Océanie ; (6) Europe. Les chiffres de la colonne « Non classé » se réfèrent aux résultats de la coopération sur au moins deux régions.
2. La répartition du nombre de personnes par programme est établie pour les cinq rubriques suivantes :

- (1) Participants à une formation technique ; (2) Experts ; (3) Membres de missions d'étude ; (4) Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ; et (5) Autres volontaires

3. La classification par secteur s'appuie sur les dix catégories suivantes :

- (1) Planification et administration ; (2) Travaux et services publics ; (3) Agriculture, foresterie et pêche ; (4) Mines et industrie ; (5) Énergie ; (6) Commerce et tourisme ; (7) Ressources humaines ; (8) Santé publique et médecine ; (9) Bien-être ; et (10) Autres

4. Les coûts correspondent aux débours de l'exercice 2003 et représentent le total du budget de cet exercice ainsi que tout montant reporté.

5. Pour plus de détails sur les résultats par pays, veuillez vous reporter au CD-ROM annexé au *Rapport annuel 2004*.

Tableau 4-1 Synthèse des activités de la JICA

Contenu de la coopération	Exercice 2003	Exercice 2002 (référence)
<b>1. Total de l'APD japonaise</b> (année civile, données provisoires de l'exercice 2003, Europe centrale et orientale et nations émancipées comprises)	8,674 milliards de dollars (1 005,4 milliards de yens)	9,359 milliards de dollars (1 171,8 milliards de yens)
<b>2. Dépenses de coopération technique de la JICA</b> (hors coûts administratifs)	141,6 milliards de yens	147,6 milliards de yens
<b>3. Pays et régions bénéficiaires de l'aide</b>	158 pays	152 pays, 6 régions
<b>4. Participants à une formation technique (nouveaux)</b>	16 277	19 683
<b>5. Experts (nouveaux)</b>	2 946	2 802
<b>6. Membres de missions d'étude (nouveaux)</b>	7 753	8 505
<b>7. Volontaires JOCV (nouveaux)</b>	1 310	1 234
<b>8. Autres volontaires (nouveaux)</b>	539	529
<b>9. Projets de coopération technique</b>	299 (65 pays)	241 (58 pays)
<b>10. Études de développement</b>	224 (68 pays)	249 (75 pays)
<b>11. Projets de coopération financière non remboursable</b>	202 (81 pays)	193 (74 pays)
<b>12. Équipes des JDR, aide humanitaire d'urgence</b>	21 (14 pays)	25 (20 pays, 1 région)

- Remarques :
1. Ligne 1, les « nations émancipées » de l'aide sont au nombre de 12 : Bahamas, Brunei, République de Corée, Singapour, Hongkong, Macao, Israël, Qatar, Koweït, Libye, Émirats arabes unis et Chypre.
  2. Ligne 3, exercice 2003, les « Pays et régions bénéficiaires » comprennent les Territoires autonomes palestiniens, les îles Cook, Niue, îles du Pacifique territoire américain, Hongkong et le Kosovo.
  3. Ligne 9, les données sur la coopération technique se réfèrent au contenu des procès-verbaux des discussions.
  4. Ligne 10, les données sur les études de développement concernent les projets ayant fait l'objet d'études préparatoires, d'études principales, de missions de comptes rendus de rapports d'études, etc.
  5. Ligne 11, les données sur la coopération financière non remboursable se rapportent aux projets approuvés par le Cabinet au cours de l'exercice 2003 et confiés à la JICA.
  6. Ligne 12, les chiffres indiquent le nombre d'envoi d'équipes des JDR et de matériels de secours d'urgence.

## Nombre de participants par type et programme de coopération technique

**Tableau 4-2** Nombre de participants par type et programme de coopération technique

Type/Programme	Région	Asie	Moyen-Orient et Maghreb	Afrique	Amérique du Nord et Amérique latine	Océanie	Europe	Non classé	Total	
<b>Participants à une formation technique (nouveaux)</b>	Stages techniques	3 998	757	1 039	1 309	262	344		7 709	
	Stages pour les pays tiers	958	137	540	466	67	97		2 265	
	Stages dans le pays	2 920		582	681	83			4 266	
	Stages aux frais des bénéficiaires	2							2	
	Stages spéciaux par l'intermédiaire d'organisations Internationales	8	14	2	1				25	
	Stages sur la coopération pour le développement	2							2	
	Stages pour les émigrés japonais				55				55	
	Programme d'invitation de jeunes adultes	1 292	70	126	47	90			1 625	
	Stages pour les descendants d'émigrés japonais				142				142	
	Stages à l'initiative d'administrations locales	124	11	4	23	14	10		186	
<b>Total</b>		9 304	989	2 293	2 724	516	451		16 277	
<b>Experts (nouveaux)</b>	Experts individuels de la coopération technique	283	83	32	29	13	19		459	
	Experts de pays tiers	9		2	84	1			96	
	Experts de la formation technique à l'étranger	87	23	7	30	3	3		153	
	Experts auprès d'organisations Internationales	1							1	
	Experts de la coopération pour le développement	1							1	
	Experts de la coopération financière non remboursable	1							1	
	Experts des secours internationaux d'urgence	4	177						181	
	Experts de la promotion de l'efficacité de l'aide	67	22	22	22	4	7		144	
	Experts des projets de coopération technique	1 091	148	180	248	18	34		1 719	
	Experts du programme de partenariat de la JICA	133	6	16	22	5	2	7	191	
	<b>Total</b>		1 677	459	259	435	44	65	7	2 946
	<b>Membres de missions d'aide (nouveaux)</b>	Formation technique	31	9	4	9	1	7		61
Coopération technique à l'étranger		925	239	154	198	41	43	10	1 610	
Études de développement		1 440	481	388	391	1	72	18	2 791	
Études sur la planification du développement outre-mer		771	11	41	42		12	8	885	
Études sur la coopération pour le développement des ressources naturelles		26	17	10	19	13			85	
Études sur la coopération pour le développement agricole et forestier outre-mer				19					19	
Bien-être des experts		6	20	10	13	6	2	12	69	
Recherche sur le recrutement de personnel de coopération								2	2	
Coopération financière non remboursable		572	190	279	144	80	23	41	1 329	
Coopération au développement					2				2	
JOCV		51	8	36	63	13	8	2	181	
Programme d'émigration					7				7	
Secours internationaux d'urgence		24	5		3	5	3		40	
Promotion de l'efficacité de l'aide	259	79	82	95	12	62	28	617		
Promotion de la participation publique	36	5	3	8	3			55		
<b>Total</b>		4 141	1 064	1 026	994	175	232	121	7 753	
<b>JOCV (nouveaux)</b>	Volontaires JOCV	344	61	310	341	103	38		1 197	
	Volontaires JOCV seniors	39	10	21	29	12	2		113	
	<b>Total</b>		383	71	331	370	115	40	1 310	
<b>Autres volontaires (nouveaux)</b>	Volontaires seniors	152	78	12	152	62			456	
	Volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger				24				24	
	Volontaires des Nations-Unies	4		6	1	2			13	
	Jeunes volontaires pour le développement des communautés japonaises à l'étranger				46				46	
<b>Total</b>		156	78	18	223	64			539	
<b>Total général</b>		15 661	2 661	3 927	4 746	914	788	128	28 825	

Remarque : organisations internationales incluses

# Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région

Tableau 4-3) Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 1 Asie

Type de coopération	Secteur	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres		
			Planification et développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radio/média	Agriculture	Élevage	Forêt	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture	
Participants aux programmes de coopération technique	Nouveaux	9 296	365	2 419	415	289	219	135	701	101	362	78	59	216	249	350	18	1 734	21	1 222	180	163	
	En formation	724	34	65	4	27	22		62	21	9	11	1	14	2	27		347	10	64	4		
	Total	10 020	399	2 484	419	316	241	135	763	122	371	89	60	230	251	377	18	2 081	31	1 286	184	163	
Experts	Court terme	Nouveaux	1 370	71	255	35	73	61	7	127	36	45	16	27	46	24	29	4	156	5	289	47	17
		En poste	116	3	27	2		6	1	8	2	4	3		14	4	5	1	13		21	2	
		Total	1 486	74	282	37	73	67	8	135	38	49	19	27	60	28	34	5	169	5	310	49	17
	Long terme	Nouveaux	306	33	59	4	22	16	9	37	12	20	1	5	5	8	6	1	26	1	32	4	5
		En poste	749	57	101	12	47	39	16	94	26	61	16	14	38	24	19	1	69	1	84	15	15
		Total	1 055	90	160	16	69	55	25	131	38	81	17	19	43	32	25	2	95	2	116	19	20
	Total	Nouveaux	1 676	104	314	39	95	77	16	164	48	65	17	32	51	32	35	5	182	6	321	51	22
		En poste	865	60	128	14	47	45	17	102	28	65	19	14	52	28	24	2	82	1	105	17	15
		Total	2 541	164	442	53	142	122	33	266	76	130	36	46	103	60	59	7	264	7	426	68	37
	Membres de missions d'étude	Nouveaux	4 141	332	492	290	583	242	37	232	50	80	17	70	191	435	26		334	34	319	59	318
		En mission	147	9	29	26	20	1	3	6	7				2	7			20		8		9
		Total	4 288	341	521	316	603	243	40	238	57	80	17	70	193	442	26		354	34	327	59	327
JOCY	Nouveaux	383		69	3		7	1	34	9	4	4		20		1	1	131	24	65	1	9	
	En poste	665		120	2		16	3	59	14	6	7	1	33			6	216	49	121	2	10	
	Total	1 048		189	5		23	4	93	23	10	11	1	53		1	7	347	73	186	3	19	
Autres volontaires	Nouveaux	152	12	14	2	5	9	10	8	3	2		1	37		9	3	20	6	7	4		
	En poste	312	4	33	7	13	14	6	26	1	2	10		77	4	18	4	30	20	19	12	12	
	Total	464	16	47	9	18	23	16	34	4	4	10	1	114	4	27	7	50	26	26	16	12	

Tableau 4-4) Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 2 Moyen-Orient et Maghreb

Type de coopération	Secteur	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres		
			Planification et développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radio/média	Agriculture	Élevage	Forêt	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture	
Participants aux programmes de coopération technique	Nouveaux	975	39	198	22	85	64	20	75	5	4	22	11	56	30	39	15	128	11	95	19	37	
	En formation	80		16		6			11	4		2		27	1			3	1	9			
	Total	1 055	39	214	22	91	64	20	86	9	4	24	11	83	31	39	15	131	12	104	19	37	
Experts	Court terme	Nouveaux	396	5	16	5	12	20	1	25	1	1	11	6	6	9	5	1	50	1	36	180	5
		En poste	27	2	2	3				1		1	2		2				1		9	1	3
		Total	423	7	18	8	12	20	1	26	1	2	13	6	8	9	5	1	51	1	45	181	8
	Long terme	Nouveaux	63	11	1	1	2	1	1	11	1	1	2		1	2	1	1	14		7	1	4
		En poste	113	7	6	3	5	4	1	16	1		9	6	8	7	2		24		12		2
		Total	176	18	7	4	7	5	2	27	2	1	11	6	9	9	3	1	38		19	1	6
	Total	Nouveaux	459	16	17	6	14	21	2	36	2	2	13	6	7	11	6	2	64	1	43	181	9
		En poste	140	9	8	6	5	4	1	17	1	1	11	6	10	7	2		25		21	1	5
		Total	599	25	25	12	19	25	3	53	3	3	24	12	17	18	8	2	89	1	64	182	14
	Membres de missions d'étude	Nouveaux	1 064	108	98	54	168	57	4	90	3	44	9	22	13	6	8	50	98	5	52	5	170
		En mission	27	3		6				6											1		7
		Total	1 091	111	98	54	174	57	4	96	3	44	13	22	13	6	8	50	98	5	53	5	177
JOCY	Nouveaux	71		13			5		1					1			1	15	19	15		1	
	En poste	143		27			8		3	1	1	1		8			1	32	34	26		1	
	Total	214		40			13		4	1	1	1		9			2	47	53	41		2	
Autres volontaires	Nouveaux	78	8	16	1	5	4							22		7	1	9	5				
	En poste	96	4	16	2	1	3		3	1		1		32	1	12	1	10	3	1	1	4	
	Total	174	12	32	3	6	7		3	1		1		54	1	19	2	19	8	1	1	4	

**Tableau 4-5** Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 3 Afrique

Type de coopération	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres			
		Planification et développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Équipements publics et infrastructures	Agriculture	Élevage	Foresterie	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture		
Participants à une formation technique	Nouveaux	2 291	67	312	105	69	107	50	318	64	48	73	6	44	11	60	8	426	7	448	35	33	
	En formation	157		12		2	3	10	33	14	2	10						45	2	21			
	Total	2 448	67	324	105	71	110	60	351	78	50	83	6	47	11	60	8	471	9	469	35	33	
Experts	Court terme	Nouveaux	182	9	14	6	1	13	1	28	5	7	6					36	1	51	1	1	
		En poste	18	1	2			1		4									2		8		
		Total	200	10	16	6	1	14	1	32	5	7	6					38	1	59	1	1	
	Long terme	Nouveaux	77	13	1	1		1		9	1	8	3						17	1	22		
		En poste	170	16	6	4	8	5	2	33	1	8	12		1	1			30		33		10
		Total	247	29	7	5	8	6	2	42	2	16	15		1	1			47	1	55		10
Total	Nouveaux	259	22	15	7	1	14	1	37	6	15	9			1	1		53	2	73	1	1	
	En poste	188	17	8	4	8	6	2	37	1	8	12		1	1			32		41		10	
	Total	447	39	23	11	9	20	3	74	7	23	21		2	1	1		85	2	114	1	11	
Membres de missions d'étude	Nouveaux	1 026	12	8	89	31	26	8	245		57	84	35	1	8			168		114		140	
	En mission	76			38		3				1	8						8		18			
	Total	1 102	12	8	127	31	29	8	245		58	92	35	1	8			176		132		140	
JOCV	Nouveaux	331		43	4		11		65	5	9	1						103	17	41	4	4	
	En poste	563		86	1		13		103	10	13	3	2	36		3	2	175	35	70	4	7	
	Total	894		129	5		24		168	15	22	4	2	60		3	2	278	62	111	8	11	
Autres en formation	Nouveaux	12		1				1	1					6	1	1	1						
	En poste	16				2								6		2	1	6					
	Total	28		1		2		1	1					12	1	3	2	5					

**Tableau 4-6** Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 4 Amérique du Nord et Amérique latine

Type de coopération	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres			
		Planification et développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Équipements publics et infrastructures	Agriculture	Élevage	Foresterie	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture		
Participants à une formation technique	Nouveaux	2 723	46	334	163	70	67	57	197	160	45	333	30	95	17	90	36	228	44	579	61	71	
	En formation	223	1	9		6	5	3	23	11	4	17		11	3	14	1	21	27	67			
	Total	2 946	47	343	163	76	72	60	220	171	49	350	30	106	20	104	37	249	71	646	61	71	
Experts	Court terme	Nouveaux	338	10	53	11	7	11		43	18	29	20	12	13	2	6		32		68	1	2
		En poste	43	2	5		2	1		5	3	3	4	2	3	1	2		3		6	1	
		Total	381	12	58	11	9	12		48	21	32	24	14	16	3	8		35		74	2	2
	Long terme	Nouveaux	97	21	7	4	1	2	1	16	4	4	1	2	2		7		5		16		4
		En poste	249	33	10		3	7		56	17	16	19	15	14		5		15		37		2
		Total	346	54	17	4	4	9	1	72	21	20	20	17	16		12		20		53		6
Total	Nouveaux	435	31	60	15	8	13	1	59	22	33	21	14	15	2	13		37		84	1	6	
	En poste	292	35	15		5	8		61	20	19	23	17	17	1	7		18		43	1	2	
	Total	727	66	75	15	13	21	1	120	42	52	44	31	32	3	20		55		127	2	8	
Membres de missions d'étude	Nouveaux	994	64	81	92	167	45		89	15	37	51	28	21	28	2	6	51	2	53	7	155	
	En mission	29			8						11			3						4		3	
	Total	1 023	64	81	100	167	45		89	15	48	51	31	21	28	2	6	51	2	57	7	158	
JOCV	Nouveaux	370		67			1		56	8	4	3		19		1	2	101	32	62	6	8	
	En poste	597		101	2	2	13		98	18	8	7		38		2	1	147	54	96	4	6	
	Total	967		168	2	2	14		154	26	12	10		57		3	3	248	86	158	10	14	
Autres en formation	Nouveaux	222	16	16	5	6	7	2	11	5		5	1	26		22	7	57	10	8	8	10	
	En poste	358	5	24	5	11	13	3	27	4	1	1	3	36	1	12		135	18	13	18	28	
	Total	580	21	40	10	17	20	5	38	9	1	6	4	62	1	34	7	192	28	21	26	38	

**Tableau 4-7** Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 5 Océanie

Type de coopération	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres			
		Planification et développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Travaux municipaux et amélioration	Agriculture	Élevage	Foresterie	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture		
Participants à une formation technique	Nouveaux	516	9	75	9	39	60	14	18	3	2	67	3	3	10	9	4	127	4	41	13	6	
	En formation	30	4	2					5	2		2						11	1	3			
	Total	546	13	77	9	39	60	14	23	5	2	69	3	3	10	9	4	138	5	44	13	6	
Experts	Court terme	Nouveaux	33	1	3	2	2		1	2	1	1	6					1	10		3		
		En poste	4		1		1							2									
		Total	37	1	4	2	3		1	2	1	1	8					1	10		3		
	Long terme	Nouveaux	11	4	1					3			2										
		En poste	28	3	5		1		1	1			6		2	1	1	5			1	1	
		Total	39	7	6		1		1	4			8		2	1	1	5			1	1	1
Total	Nouveaux	44	5	4	2	2		1	5	1	1	8					1	10		3		1	
	En poste	32	3	6		2		1	1			8		2	1	1	5			1	1		
	Total	76	8	10	2	4		2	6	1	1	16		2	1	2	15			4	1	1	
Membres de missions d'étude	Nouveaux	175	7	2	8	30			4	2		8	12	1	16			33		18	10	24	
	En mission	4				4																	
	Total	179	7	2	8	34			4	2		8	12	1	16			33		18	10	24	
JOCV	Nouveaux	115		15			6		8			2		4			1	56	7	12	1	3	
	En poste	234		38	1		22	1	15	6	1	5		8			2	89	10	33		3	
	Total	349		53	1		28	1	23	6	1	7		12			3	145	17	45	1	6	
Autres volontaires	Nouveaux	62	1	12		7	2	3	5	1		5		5	4	2	3	7	1	4			
	En poste	65		10	1		10	3	3			1		12		2	1	9	2	10		1	
	Total	127	1	22	1	7	12	6	8	1		6		17	4	4	4	16	3	14		1	

**Tableau 4-8** Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 6 Europe

Type de coopération	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres		
		Planification et développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Travaux municipaux et amélioration	Agriculture	Élevage	Foresterie	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture	
Participants à une formation technique	Nouveaux	451	18	123	9	23	8		19				20	8	26	100	10	21		12	7	45
	En formation	14		2		2			1						6					3		
	Total	465	18	125	9	25	8		20				20	8	34	100	10	21		15	7	45
Experts	Court terme	Nouveaux	58	4	14		8	1		4			1	6	5	3	6			6		
		En poste	6		3		1			1								1				
		Total	64	4	17		9	1		5			1	6	5	3	7			6		
	Long terme	Nouveaux	7	3	1											3						
		En poste	20	3	5	1	3			2		1		1		4						
		Total	27	6	6	1	3			2		1		1		7						
Total	Nouveaux	65	7	15		8	1		4				1	6	8	3	6			6		
	En poste	26	3	8	1	4			3		1		1		4		1					
	Total	91	10	23	1	12	1		7		1		2	6	12	3	7			6		
Membres de missions d'étude	Nouveaux	232	29	3	32	48	20						4		6				10	3	77	
	En mission	6			2		4															
	Total	238	29	3	34	48	24						4		6				10	3	77	
JOCV	Nouveaux	40		6	2				1		2		2					19	3	3	1	1
	En poste	98		16					1		2		4					59	5	9	1	1
	Total	138		22	2				2		4		6					78	8	12	2	2
Autres volontaires	Nouveaux																					
	En poste	1																1				
	Total	1																1				

**Tableau 4-9** Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 7 Organisations internationales

Type de coopération	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, forêts et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres		
		Planification et développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radiodiffusion	Agriculture	Énergie	Forêts	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture	
Participants à l'élaboration de programmes	Nouveaux	25											12			13						
	En formation	2											2									
	Total	27											14			13						
Experts	Long terme	Nouveaux	1										1									
		En poste	14	1	1		1		1				3	1		1		4		1		
		Total	15	1	1		1		1				4	1		1		4		1		
Autres volontaires	Total	Nouveaux	1										1									
		En poste	14	1	1		1		1				3	1		1		4		1		
		Total	15	1	1		1		1				4	1		1		4		1		
Autres volontaires	Total	Nouveaux	13		1			1					1				1	1	1		6	
		En poste	30		1			5		3	2		1			1		3	1	4		9
		Total	43		2		6		3	2	1	2			1		4	2	5		15	

**Tableau 4-10** Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 8 Non classé

Type de coopération	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, forêts et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres		
		Planification et développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radiodiffusion	Agriculture	Énergie	Forêts	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture	
Experts	Long terme	Nouveaux	7																		7	
		En poste																				7
		Total	7																			7
Autres volontaires	Total	Nouveaux	7																			7
		En poste																				7
		Total	7																			7
Autres volontaires	Total	Nouveaux	121	2							37							14			68	
		En poste	6																			6
		Total	127	2							37							14				74

**Tableau 4-11** Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 9 International (Total)

Type de coopération	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, forêts et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres			
		Planification et développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radiodiffusion	Agriculture	Énergie	Forêts	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture		
Participants à l'élaboration de programmes	Nouveaux	16 277	544	3 461	723	575	525	276	1 328	333	461	573	129	422	357	648	91	2 677	87	2 397	315	355	
	En formation	1 230	39	106	4	43	30	13	135	52	15	42	1	55	14	41	1	427	41	167	4		
	Total	17 507	583	3 567	727	618	555	289	1 463	385	476	615	130	477	371	689	92	3 104	128	2 564	319	355	
Experts	Court terme	Nouveaux	2 384	100	355	59	103	106	10	229	61	83	59	45	67	41	48	9	290	7	460	228	25
		En poste	214	8	40	5	4	8	1	19	5	8	11	2	19	5	7	1	20		44	4	3
		Total	2 598	108	395	64	107	114	11	248	66	91	70	47	86	46	55	10	310	7	504	233	28
	Long terme	Nouveaux	562	85	70	10	25	20	11	76	18	33	10	7	8	10	17	2	62	2	77	5	14
		En poste	1 343	120	134	20	68	55	21	202	45	85	66	38	82	35	31	2	147	1	168	16	29
		Total	1 905	205	204	30	93	75	32	278	63	118	76	43	70	45	48	4	209	3	245	21	43
Total	Nouveaux	2 946	185	425	69	128	126	21	305	79	116	69	52	75	51	63	11	352	9	537	234	39	
	En poste	1 557	128	174	25	72	63	22	221	50	93	77	38	81	40	38	3	167	1	212	20	32	
	Total	4 503	313	599	94	200	189	43	526	129	209	146	90	156	91	101	14	519	10	749	254	71	
Mission de planification et de recherche	Nouveaux	7 753	554	684	565	1 027	390	49	697	70	218	169	167	231	493	42	56	698	41	566	84	952	
	En mission	295	12	29	74	30	8	3	12	7	12	12	3	2	7			28		31		25	
	Total	8 048	566	713	639	1 057	398	52	709	77	230	181	170	233	500	42	56	726	41	597	84	977	
JOCY	Nouveaux	1 310		213	9		30	1	165	22	19	10		70		2	5	425	102	198	13	26	
	En poste	2 300		308	6	2	72	4	279	49	31	23	3	127		5	12	718	187	355	11	28	
	Total	3 610		601	15	2	102	5	444	71	50	33	3	197		7	17	1 143	289	553	24	54	
Autres volontaires	Nouveaux	539	37	60	8	23	23	16	25	9	3	11	2	96	5	41	15	94	23	20	12	16	
	En poste	878	13	84	15	27	45	12	62	8	3	14	3	163	6	47	7	193	44	47	31	54	
	Total	1 417	50	144	23	50	68	28	87	17	6	25	5	259	11	88	22	287	67	67	43	70	